

# SÉNAT

PREMIÈRE SESSION ORDINAIRE DE 1983-1984

Annexe au procès-verbal de la séance du 21 novembre 1983.

## RAPPORT GÉNÉRAL

FAIT

*au nom de la commission des Finances, du Contrôle budgétaire  
et des Comptes économiques de la Nation (1) sur le projet de  
loi de finances pour 1984, ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE.*

Par M. Maurice BLIN,

Sénateur,

*Rapporteur général.*

TOME III

**LES MOYENS DES SERVICES  
ET LES DISPOSITIONS SPÉCIALES**

**(Deuxième partie de la loi de finances.)**

ANNEXE N° 45

**Défense**

**ESSENCES**

*Rapporteur spécial : M. Michel MANET.*

(1) Cette Commission est composée de : MM. Edouard Bonnefous, *président* ; Geoffroy de Montalembert, Jacques Descours Desacres, Tony Larue, Jean Cluzel, *vice-présidents* ; Modeste Legouez, Yves Durand, Louis Perrein, Camille Vallin, *secrétaires* ; Maurice Blin, *rapporteur général* ; René Ballayer, Charles Beaupetit, Stéphane Bonduel, Jean Chamant, Pierre Croze, Gérard Delfau, Michel Dreyfus-Schmidt, Henri Duffaut, Marcel Fortier, André Fosset, Jean Francou, Pierre Gamboa, Henri Goetschy, Robert Guillaume, Fernand Lefort, Georges Lombard, Michel Manet, Jean-Pierre Masseret, Michel Maurice-Bokanowski, Josy Moinet, René Monory, Jacques Mossion, Bernard Pellarin, Jean-François Pintat, Christian Poncelet, Mlle Irma Rapuzzi, MM. Joseph Raybaud, Maurice Schumann, Henri Torre, André-Georges Voisin.

Voir les numéros :

Assemblée nationale (7<sup>e</sup> législ.) : 1726 et annexes, 1735 (annexe n° 45), 1738 (tome II) et in-8° 458.

Sénat : 61 (1983-1984).

Loi de finances. - Défense nationale - Essences.

## SOMMAIRE

---

	Pages
PREMIÈRE PARTIE. - Présentation générale .....	4
DEUXIÈME PARTIE. - Analyse des recettes et des dépenses .....	7
Chapitre premier. - Recettes et dépenses d'exploitation .....	8
Chapitre II. - Recettes et dépenses d'investissement .....	16
Chapitre III. - Commentaires et remarques .....	19
Conclusion .....	22
Examen en Commission .....	23
Annexe n° 1. - Passage de l'ancienne à la nouvelle nomenclature budgétaire .....	24
Annexe n° 2. - Evolution des crédits par grandes masses de 1983 à 1984 .....	28
Annexe n° 3. - Répartition par clients des cessions de carburants et d'ingrédients ..	32
Annexe n° 4. - Comparaison des tarifs prévisionnels 1983 et du prix moyen constaté au 1 <sup>er</sup> avril 1983. Prix prévisionnels 1984 .....	33
Annexe n° 5. - Personnels du Service des essences des armées .....	34

---

MESDAMES, MESSIEURS,

L'étude du budget annexe des Essences appelle, après une présentation générale, une analyse des recettes et dépenses du service, puis quelques commentaires ou remarques.

## PREMIÈRE PARTIE

### PRÉSENTATION GÉNÉRALE

Le Service des essences des armées (S.E.A.) présente, parmi les services du ministère de la Défense, la caractéristique de posséder une autonomie non seulement organique et fonctionnelle mais également budgétaire.

Service commun placé sous l'autorité du chef d'état-major des Armées, il emploie 2.347 personnes dont 439 militaires et 1.908 civils soit environ 0,3 % des effectifs de la Défense.

Son « chiffre d'affaires » atteint néanmoins près de 5 milliards de francs, soit 3,5 % du budget « hors pensions » et 6,6 % du titre III.

Sa mission est d'assurer l'approvisionnement des Armées en carburants. Il dispose d'un monopole pour l'approvisionnement, le stockage et la distribution des carburants pour les matériels terrestres (environ 210.000 mètres cubes par an) et aériens (environ 900.000 mètres cubes par an). La Direction centrale du commissariat de la Marine (D.C.C.M.) approvisionne la Flotte en combustibles de navigation (environ 280.000 tonnes pour l'activité de la Flotte proprement dite).

L'activité du S.E.A. est retracée dans un budget annexe qui fait l'objet du présent rapport. Ce régime budgétaire spécifique donne au service une autonomie lui garantissant la souplesse de fonctionnement qu'exigent ses missions de stockage et de ravitaillement, permet le regroupement de toutes les dépenses et de toutes les recettes dans un document unique, et assure la facturation intégrale des prestations fournies à ses « clients », c'est-à-dire aux Armées.

Par grandes catégories de dépenses, le budget annexe des Essences se décompose comme suit :

(En pourcentage.)

	1982	1983	1984
Exploitation .....	98,26	98,26	97,6
Investissements .....	1,74	1,74	2,4
Total .....	100	100	100

L'équilibre des dépenses et des recettes du budget annexe, à la différence des années précédentes, ne résulte pas, dans le projet de budget pour 1984, du jeu des versements et des prélèvements sur les fonds hors budget.

Les structures budgétaires ont, en effet, été modifiées. Tous les fonds hors budget dont été assorti le budget annexe – fonds des approvisionnements généraux, fonds d'amortissement et fonds de réserve – sont réintégrés budgétairement (le fonds des approvisionnements généraux avait déjà été supprimé le 1<sup>er</sup> janvier 1982, les deux autres fonds le seront au 1<sup>er</sup> janvier 1984).

Cette réforme doit permettre une plus grande souplesse dans le fonctionnement du service qui ne sera plus tributaire de la dotation des fonds hors budget et échappera ainsi aux risques de rigidité et de blocage du système actuel. Elle va dans le sens des remarques précédemment formulées par votre Rapporteur.

La modification des structures budgétaires résulte également de l'adoption à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1984 de nouvelles structures comptables conformes au nouveau plan comptable général approuvé par arrêté du 27 avril 1982. Les comptes de gestion de la nouvelle comptabilité seront donc mis en concordance avec les comptes budgétaires.

La nouvelle structure détaillée par chapitres de recettes et de dépenses, comparée à l'ancienne, fait l'objet des tableaux annexés au présent rapport (Annexe 1).

Les cessions aux parties prenantes – qui représentent les produits d'exploitation – sont facturées à un « prix de cession » établi par la Direction centrale des essences et comportant trois éléments :

- le prix d'achat, répercuté intégralement dans le tarif;
- les droits et taxes de douanes, répercutés également intégralement;

- la marge d'exploitation, calculée pour couvrir les frais de fonctionnement, d'études et d'investissements du S.E.A.

Les cessions aux forces françaises en Allemagne ne comportent pas de droits et taxes ; il en est de même, en vertu d'accords internationaux de réciprocité, pour les cessions consenties aux armées alliées venant stationner en France.

Les prix de cession sont regroupés dans des « tarifs prévisionnels » qui servent à établir le budget général et qui permettent d'évaluer le montant des dotations à inscrire aux chapitres concernés des parties prenantes, dites « cessionnaires » et dans des « tarifs de cession » proprement dits, périodiquement ajustés en fonction de l'évolution des composantes du prix de cession.

On signale, enfin, que le S.E.A. ne sera pas affecté en 1984 par la déflation des effectifs prévue par la loi de programmation militaire mais que la réorganisation de l'armée de Terre entraînera, bien évidemment, une adaptation du service qui devra continuer à assurer au mieux sa fonction de soutien. A cet égard, les mesures envisagées pour soutenir la F.A.R. font l'objet de commentaires particuliers dans la suite du présent rapport.

## DEUXIÈME PARTIE

### ANALYSE DES RECETTES ET DES DÉPENSES

L'évolution par grandes masses des recettes et des dépenses du service est fournie par le tableau annexe n° 2, que l'en résume ci-dessous :

	1983	1984	Pourcentage d'augmentation
<i>Recettes.</i>			
Exploitation .....	5.015,0	4.876,5	- 2,7
Investissements .....	88,8	120,3	+ 35,7
Total recettes et dépenses .....	5.103,8	4.996,8	- 2,1
<i>Dépenses.</i>			
Exploitation .....	5.015,0	4.876,5	- 2,7
Investissements .....	88,8	120,3	+ 35,7

On constate que recettes et dépenses sont exactement équilibrées, ce qui est la règle des budgets annexes, et que cet équilibre existe également au niveau de l'exploitation et de l'investissement.

Après un budget, celui de 1983, en faible augmentation (+ 1,3 %), le projet de budget pour 1984 est en diminution (- 2,1 %) par rapport au précédent. Quelle est la conséquence de cette diminution pour le Service et pour les Armées ?

Les considérations qui suivent touchant aux recettes et aux dépenses d'exploitation d'une part, d'investissement d'autre part, vont tenter de répondre à cette question essentielle.

## CHAPITRE PREMIER

### RECETTES ET DÉPENSES D'EXPLOITATION

#### 1. Les recettes.

L'évolution des recettes, entre le budget de 1983 et celui de 1984 se présente comme suit :

(En millions de francs.)

Chapitres	1983	1984	Variations	
				%
70-01 Produits d'exploitation (cessions aux clients) ...	4.980,9	4.818,74	- 161,26	- 3,24
74-01 Subvention d'exploitation du budget général : achat, entretien et renouvellement des matériels extra-industriels .....	8,1	8,77	+ 0,67	+ 8,27
70-08 Produits accessoires : location de wagons, vente de produits ou de matériels divers .....	26	31	+ 5	+ 19,23
Total .....	5.015	4.858,51	- 156,49	- 3,12

#### a) Recettes d'exploitation.

L'essentiel des recettes est constitué par les cessions aux parties prenantes militaires, selon la ventilation donnée dans l'annexe n° 3.

Les recettes prévues diminuent globalement de plus de 3 %. Cette diminution est la conséquence de l'abattement qui a frappé les crédits de carburants accordés aux Armées, la Gendarmerie seule échappant à cet amoindrissement.

On donne ci-après la ventilation des cessions de 1982 à 1984.

## ÉVOLUTION DES CESSIONS DE CARBURANTS

(En mètres cubes.)

	Essences auto			Gas-oil			Essences avion			Carburantiers		
	1982	Prévisions		1982	Prévisions		1982	Prévisions		1982	Prévisions	
		1983	1984		1983	1984		1983	1984		1983	1984
Terre .....	87.510 »	87.916 + 0,46 %	77.219 - 12,17 %	63.620 »	54.757 - 13,93 %	56.916 + 3,94 %	480 »	854 + 177,92 %	460 - 46,14 %	38.763 »	42.180 + 8,82 %	38.148 - 9,56 %
Air .....	16.323 »	10.812 - 33,76 %	10.815 + 0,03 %	15.573 »	9.849 - 36,76 %	10.076 + 2,30 %	18.061 »	12.150 - 32,73 %	8.950 - 26,34 %	781.574 »	710.326 - 9,12 %	712.845 + 0,35 %
Marine .....	4.900 »	3.520 - 28,16 %	3.310 - 5,97 %	2.247 »	740 - 67,07 %	850 + 14,86 %	6.150 »	4.800 - 21,95 %	2.700 - 43,75 %	101.259 »	94.640 - 6,54 %	53.500 - 1,20 %
Gendarmerie .....	34.318 »	35.220 + 2,63	34.240 - 2,78 %	3.722 »	3.737 + 0,40 %	3.740 + 0,08 %	151 »	222 + 47,02 %	165 - 25,68 %	2.140 »	1.866 - 12,80 %	1.849 - 0,91 %

Nota : Les pourcentages sont effectués pour l'année N par rapport à l'année N-1.

On constate sur ce tableau une tendance générale à la diminution des consommations sur tous les carburants.

La diminution la plus importante porte sur l'essence avion. Elle est due à la diminution du nombre d'appareils consommant ce type de carburant.

Il convient toutefois d'apprécier les prévisions de consommation pour 1984 en fonction des cessions de 1983, l'année 1984 devant apporter parfois certaines corrections aux mouvements de l'année précédente ; par exemple :

- pour l'essence auto dans la Gendarmerie (+ 2,63 % en 1983, - 2,78 % en 1984) ;
- pour le gas-oil dans la Marine (- 67,07 % en 1983, + 14,86 % en 1984) ;
- pour le carburacteur dans l'armée de l'Air (- 9,12 % en 1983, + 0,35 % en 1984).

On peut noter également que la tendance à la diminution des consommations d'essence auto s'accompagne d'un accroissement de la consommation de gas-oil : c'est là une conséquence de la « diesélisation » du parc routier.

On donne ci-après, à toutes fins utiles, quelques indications sur les économies attendues par l'armée de l'Air de la motorisation des DC 8 et des C 135.

L'armée de l'Air finance actuellement deux programmes de remotorisation utilisant le réacteur CFM 56. Ils concernent 11 C 135 F et 3 DC 8-62.

Les caractéristiques techniques des programmes de modifications n'ont pas varié depuis 1982. Elles ont été mentionnées dans le rapport sur le projet de budget pour 1983.

- *C 135 F* :

Les commandes des jeux de modifications seront achevées en 1985 et les livraisons des appareils transformés seront échelonnées de 1985 à 1988.

- *DC 8-72 (DC 8-62 remotorisé)* :

Les deux premiers appareils ont été remotorisés respectivement en 1982 et 1983. Le dernier appareil entrera en chantier à la fin de l'année 1983.

Le coût de ces opérations sera élevé : il faut toutefois espérer que leur balance sera positive et se traduira par une économie nette.

Il convient maintenant d'examiner si les crédits inscrits dans le budget général, pour chaque armée, et qui assurent les recettes d'exploitation, permettront de financer la consommation prévue pour les différentes catégories de carburants.

De ce point de vue un élément d'appréciation se trouve dans le tableau donné en annexe 4 qui indique les tarifs prévisionnels pour 1983 et les rapproche du prix moyen au 1<sup>er</sup> août 1983, et qui compare les tarifs prévisionnels pour 1983 et pour 1984.

On relève, en 1983, un écart positif assez faible, pour l'essence auto (+ 0,76 %) et le gas-oil (+ 2,78 %), et un écart négatif très faible pour le carburacteur (- 0,10 %), mais important pour l'essence avion (- 15,46 %).

Pour 1984, les tarifs prévisionnels sont supérieurs à ceux de 1983 d'environ 10 % pour les carburants routiers (essence et gas-oil) et de 1 % pour le carburacteur. Cette évolution s'explique en particulier, par un alourdissement de la fiscalité pétrolière (taxe intérieure sur les produits pétroliers dont la part dans le total des droits et taxes est beaucoup plus importante pour les carburants routiers que pour le carburacteur) qui se répercute sur les prix de cession. Il est donc à prévoir, compte tenu de l'augmentation des tarifs et de l'amoindrissement des crédits, une situation assez tendue des crédits de carburants des Armées.

Le tableau ci-dessous récapitule les crédits transférés au S.E.A. et fait notamment apparaître les crédits que les trois armées et la Gendarmerie ont prévu de transférer en 1983 et 1984.

CRÉDITS TRANSFÉRÉS AU S.E.A. EN 1983 ET 1984

(En milliers de francs.)

Parties prenantes	Crédits transférés	
	1983	1984
Armée de Terre .....	819.381	732.885
Armée de l'Air .....	2.275.249	2.147.453
Marine .....	328.071	300.059
Gendarmerie .....	195.526	197.170
Fuel-oil domestique (Terre, Air, Marine, Gendarmerie) .....	663.243	729.568
Autres (comptes de commerce des directions techniques, autres ministères, cessions aux armées alliées, etc.) .....	699.346	711.601
<b>Total .....</b>	<b>4.980.886</b>	<b>4.818.736</b>

**b) Recettes autres que les produits de cession.**

Ces recettes proviennent :

- de la subvention d'exploitation reçue du budget de la Défense et destinée à l'achat et à l'entretien des matériels « extra-industriels » ; ce poste augmente de 8,6 % (8,8 millions de francs en 1984, 8,1 millions de francs en 1983) ;

- des produits accessoires : vente de produits ou matériels divers, location de wagons ; la difficulté d'estimer ce poste, d'un montant assez minime par rapport aux produits de cession, mais cependant non négligeable, conduit en général le service, par prudence, à sous-estimer la recette réelle. Toutefois, en 1984, la recette estimée est de 31 millions de francs en augmentation de 19,2 % par rapport à 1983 et le poste « produits exceptionnels », mentionné pour « mémoire », dans le budget de 1983, se trouve, pour 1984, doté de 18 millions de francs.

## 2. Les dépenses d'exploitation.

(En millions de francs.)

Chapitre	Désignation	Budget 1983	Projet de budget 1984	Evolution par rapport à 1983	
				En valeur	En pourcentage
<b>Dépenses d'exploitation.</b>					
<i>Première section.</i>					
60-01	Achats de carburants, ingrédients, matériels et fournitures .....	4.476,7	4.301,3	- 175,4	- 3,92
60-03	Variation des stocks .....	N	M	»	»
61-01	Achats de sous-traitance et services extérieurs .....	46,7	47,6	+ 0,9	+ 1,93
61-02	Dépenses d'informatique .....	7,8	11,6	+ 3,8	+ 48,7
62-01	Autres services extérieurs .....	11,7	12,9	+ 1,2	+ 10,2
62-02	Transports de matériels et matières .....	69,8	70,8	+ 1	+ 1,4
62-03	Déplacements des personnels .....	7,5	7,6	+ 0,1	+ 1,3
63-01	Impôts et taxes .....	13,2	13,8	+ 0,6	+ 4,5
64-01 à 64-06	Dépenses de personnels, charges sociales comprises .....	306,2	294,2	- 12	- 3,9
64-07	Remboursement ou réimputation de dépenses de personnels .....	17,2	18,5	+ 1,3	+ 7,6
67-01	Autres charges de gestion courante .....	8,2	8,3	+ 0,1	+ 1,2
68-01	Dotation aux amortissements .....	50	71,9	+ 21,9	+ 43,8
69-01	Excédents de recettes sur les dépenses affectées aux investissements ..	M	18,0	+ 18	»
69-02	Excédents de recettes sur les dépenses non affectées .....	M	M	»	»
<i>Totaux pour la première section .....</i>		<i>5.015,0</i>	<i>4.876,5</i>	<i>- 138,5</i>	<i>- 2,76</i>
<i>A déduire :</i>					
	- Virement à la section des dépenses d'investissements, dotation aux amortissements .....	50	71,9	»	»
	- Excédents affectés aux investissements .....	»	18,0	»	»
	- Diminution des stocks constatée en fin de gestion .....	»	M	»	»
<i>Net pour les dépenses d'exploitation .....</i>		<i>4.965,0</i>	<i>4.786,6</i>	<i>- 178,4</i>	<i>- 3,59</i>

a) Les achats de carburants, fuel et ingrédients.

La diminution de ce poste est le trait essentiel du projet de budget pour 1984.

Les achats sont placés entre divers fournisseurs; le tableau ci-après montre la répartition prévue :

VOLUME PRÉVISIONNEL DES ACHATS DE CARBURANTS EN 1984 PAR PRODUIT ET PAR FOURNISSEUR EN MÉTROPOLE ET EN ALLEMAGNE.

(Unité : mètres cubes)

Fournisseur	Produit	Carburants terrestres			Carburants d'aviation			Fuel-oil domestique	Tous carburants et fuel-oil domestique réunis
		Essences auto	Gas-oil	Total	Essences avion	Carburacteur	Total		
Compagnie française de raffinage .....		35.000	56.000	91.000	12.000	340.000	352.000	53.000	496.000
Elf France .....		42.000	6.000	48.000	0	220.000	220.000	19.000	287.000
Société française des pétroles B.P. ....		9.000	20.000	29.000	0	60.000	60.000	23.000	112.000
Société Esso S.A.F. ....		15.000	4.000	19.000	6.000	200.000	206.000	34.000	259.000
Société Shell française .....		6.000	0	6.000	0	60.000	60.000	99.000	165.000
Société Mobil Oil française .....		0	0	0	0	8.000	8.000	4.000	12.000
<b>Total .....</b>		<b>107.000</b>	<b>86.000</b>	<b>193.000</b>	<b>18.000</b>	<b>888.000</b>	<b>906.000</b>	<b>232.000</b>	<b>1.331.000</b>

Le S.E.A. a pu en 1982 et en 1983 maîtriser, de façon satisfaisante, ses prévisions de prix d'achat, comme le montre la comparaison entre les tarifs prévisionnels et les prix réels de cession (Cf. *supra*, page 11).

La conjoncture a jusqu'à présent été assez favorable. Les prévisions pour 1983 tablaient sur un coût du pétrole brut importé de 36 dollars le baril alors que le coût moyen a été, dans la réalité, sensiblement inférieur. Cette tendance favorable a du reste permis de compenser les effets d'une estimation beaucoup trop favorable du cours du dollar en 1983 (6,30 F lors des prévisions faites pour la préparation du budget 1983).

b) Les dépenses de personnels et de charges sociales.

Ces dépenses diminuent de près de 4 %. Ce résultat provient d'un ajustement des crédits budgétaires aux besoins réels d'un

montant de - 22,4 millions de francs, compensé partiellement par une hausse moyenne d'environ 5,9 % des crédits budgétaires de 1983.

Les effectifs budgétaires ne sont, en effet, pas modifiés. Ils sont de 2.347 personnes dont 439 militaires (+ 3) et 1.908 civils (- 3) (Cf. annexe n° 5).

Les effectifs réalisés au 1<sup>er</sup> juillet 1983 sont inférieurs aux droits budgétaires tant pour le personnel militaire (- 16) que pour le personnel civil (- 42). Selon les prévisions ces écarts devraient se réduire ou disparaître d'ici à la fin de l'année.

**c) Dépenses diverses d'exploitation. Dotations aux amortissements.**

Ces dépenses se répartissent comme suit :

(En millions de francs.)

Chapitres	Désignation	1983	1984	Variation	
				En valeur	En pourcentage
61-01	Achats de sous-traitance et services extérieurs .....	46,7	47,6	+ 0,9	+ 1,93
61-02	Dépenses d'informatique .....	7,8	11,6	+ 3,8	+ 48,7
62-01	Autres services extérieurs .....	11,7	12,9	+ 1,2	+ 10,2
62-02 et 62-03	Transports de matériels et déplacements de personnels .....	77,3	78,4	+ 1,1	+ 1,4
67-01	Autres charges de gestion courante .....	8,2	8,3	+ 0,1	+ 1,2
68-01	Dotation aux amortissements .....	50	71,9	+ 21,9	+ 43,8
69-01	Excédents de recettes sur les dépenses affectées aux investissements ...	»	18	+ 18	»

L'évolution des frais de gestion et des achats de biens de services de consommation courante traduit le souci de maintenir ceux-ci dans des limites plus strictes que les années antérieures. C'est ainsi que le poste transports et déplacements était en augmentation de près de 20 % en 1983, alors que l'évolution prévue en 1984 est de + 1,4 %.

Les dépenses d'informatique s'accroissent sensiblement (+ 48,7 %). Les difficultés rencontrées en 1982 dans la passation du marché relatif au développement du nouveau système informatique avaient, en effet, conduit, en 1983, à freiner le montant de ces dépenses qui restaient, en francs constants, au niveau de celles de 1982.

Les amortissements sont portés au niveau du montant de l'amortissement comptable et un excédent de recettes sur les dépenses de 18 millions de francs est affecté aux investissements et vient s'ajouter à la dotation aux amortissements.

## CHAPITRE II

### RECETTES ET DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

#### 1. Les recettes.

En matière d'investissements, les ressources du Service des essences sont assurées par virements provenant de la première section (dépenses d'exploitation) : dotation aux amortissements et excédents de recettes sur les dépenses affectées aux investissements, ainsi que par une contribution du budget de la Défense, pour les dépenses d'infrastructure et d'équipement extra-industriels.

L'évolution par chapitre du volume global de ces ressources est fournie par le tableau qui suit :

(En milliers de francs.)

Chapitres	Désignation	Budget 1963	Projet de budget 1964	Evolution par rapport à 1963	
				En valeur	En pourcentage
	<i>Deuxième section :</i> <i>Opérations en capital.</i>				
79-03	Diminution de stocks (virement de la section exploitation) .....	N	M	»	»
79-51	Amortissements (virement de la première section - dépenses d'exploitation) .....	74,2	71,9	- 2,3	- 3,1
79-52	Excédents de recettes sur les dépenses affectées aux investissements (virement de la première section - dépenses d'exploitation) .....	N	18,0	+ 18	»
79-53	Contribution du budget de la Défense pour couvrir les dépenses d'infrastructure et d'équipement des installations extra-industrielles ....	14,4	30,4	+ 16,0	+ 111,1
	Total opérations en capital .....	88,6	120,3	+ 31,7	+ 35,78

On note qu'une somme de 18 millions de francs provenant des excédents de recettes sur les dépenses est affectée aux amortissements, et que la contribution du budget général pour couvrir les dépenses extra-industrielles passe de 14,4 à 30,4 millions de francs.

## 2. Les dépenses d'investissement.

L'évolution des crédits de paiement et des autorisations de programme est la suivante :

(En millions de francs.)

Chapitres	Autorisations de programme			Crédits de paiement		
	1983	1984	Différence	1983	1984	Différence
69-51 Etudes et recherches .....	11,05	11,2	+ 0,15 (+ 1,36 %)	9,95	9,94	- 0,01 (- 0,1 %)
69-52 Infrastructure et équipement des installations industrielles .....	79,7	86	+ 6,3 (+ 7,9 %)	64,24	80	+ 15,76 (+ 24,53 %)
69-53 Infrastructure et équipement des installations extra-industrielles .....	25,5	32	+ 6,5 (+ 25,49 %)	14,47	30,35	+ 15,88 (+ 109,74 %)
<b>Total .....</b>	<b>116,25</b>	<b>129,2</b>	<b>+ 12,95 (+ 11,14 %)</b>	<b>88,66</b>	<b>120,29</b>	<b>+ 31,63 (+ 35,67 %)</b>

On donne ci-après la nature et le coût des principaux investissements (autorisations de programme) prévus en 1984 qui sont surtout consacrés au renouvellement des matériels de transport, à l'aménagement des dépôts et à l'acquisition de matériels informatiques :

Millions de francs.

### Chapitre 69-51.

	1983	1984
- Etude de matériels nouveaux .....	0,14	0,15
- Etudes sur les carburants, huiles et ingrédients .	1,01	0,85
- Etudes d'informatique .....	9,90	10,20

### Chapitre 69-52

#### *Entretien renouvellement.*

	1983	1984
- Entretien et renouvellement des matériels ....	6,10	5,4
- Entretien des matériels ferroviaires .....	1,80	2,1
- Renouvellement des matériels ferroviaires ....	2,10	2,3
- Entretien du parc de véhicules .....	7,00	5,5
- Renouvellement du parc de véhicules .....	30,20	39,8
- Entretien de l'infrastructure .....	12,50	14,7

*Créations.*

- Créations et modernisation de l'infrastructure..	18,90	13,9
- Acquisition de matériels .....	0,20	0,3
- Acquisition de matériels de bureautique .....	0,90	2,0

Les principales réalisations d'infrastructure prévues en 1984 (chapitre 69-52) sont les suivantes :

	Millions de francs.	
- Entretien général .....	11,20	
- Renouvellement de capacités de stockage au C.I.E. de La Pallice .....	3,50	
- Construction de capacités de stockage à :		
- Mérignac .....	2,30	
- Cazaux .....	2,30	
- Construction d'un logement service .....	0,65	
- Modernisations diverses .....	3,30	
- Reconstruction du siège de la D.E.R.M/4 .....	4,90	
- Aménagement de l'infrastructure du laboratoire central .....	0,45	

Le budget général (subventions pour les dépenses d'équipement et d'infrastructure extra-industrielles) finance la réalisation d'équipements pour la protection des points sensibles du S.E.A., d'une part, l'équipement de l'armée de Terre en matériels spécifiquement pétroliers, d'autre part.

NATURE DES DÉPENSES PRÉVUES

(Millions de francs.)

	Autorisations de programme	Crédits de paiement
Protection des points sensibles .....	5,00	5,05
Matériels pétroliers d'équipement des unités de l'armée de Terre .....	27,00	25,30
<b>Total .....</b>	<b>32,00</b>	<b>30,35</b>

Il semble toutefois que le S.E.A. éprouve quelques difficultés pour réaliser son programme d'investissements puisqu'une bonne partie des crédits (50 millions de francs) prévus dans le budget de 1982 ont été reportés sur le budget 1983. Le service a donc à faire face, en 1983, à des investissements particulièrement importants et il faut souhaiter qu'il pourra assumer cette tâche.

## CHAPITRE III

### COMMENTAIRES ET REMARQUES

#### 1. Nouvelles structures budgétaires.

Les fonds - fonds des approvisionnements généraux (« fonds de roulement »), fonds d'amortissement (financement des investissements), fonds de réserve (imputation des excédents et déficits en fin d'année) - prévus par la loi de finances du 30 décembre 1928 portant création d'un budget annexe particulier au Service des essences seront supprimés, on l'a signalé, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1984 et intégrés au budget annexe.

Cette intégration, à laquelle votre Rapporteur et votre commission des Finances se sont, à diverses reprises, montrés favorables, va renforcer l'unité du budget annexe qui pourra désormais décrire de façon claire et complète l'ensemble des opérations du service, sans pour autant priver celui-ci des facilités dont il dispose actuellement, notamment en matière d'approvisionnement, et que nécessitent les particularités, tant militaires que techniques, de sa mission. Son examen et son contrôle s'en trouveront également rendus plus aisés.

#### 2. Achats de carburants.

Le chiffre le plus remarquable est la diminution des crédits ouverts pour les achats de carburants qui passent de 4.476,7 millions de francs à 4.301,2 millions de francs.

Une telle situation est préoccupante pour ce qui concerne à la fois le renouvellement des stocks et le niveau d'activité des forces.

Le maintien prévu en 1984 du taux d'activité atteint en 1983 doit toutefois résulter de trois facteurs d'économies :

- deux facteurs certains : la réduction des effectifs et la modernisation des matériels, notamment dans l'armée de l'Air ;

- un facteur éventuel : les perspectives d'évolution des prix des carburants en 1984.

Sur ce dernier point, on doit noter que les prévisions ont été faites sur la base d'un cours moyen du dollar à 7,20 F, alors qu'il dépasse actuellement 7,90 F.

Il n'est donc pas certain que même si la tendance constatée en 1983 (stabilité ou baisse de prix du pétrole brut importé) se maintenait en 1984, elle compense l'évolution défavorable qui peut venir du cours du dollar.

En outre, les opérations extérieures (Liban, Tchad) et les dépenses en carburants qu'elles entraînent risquent de peser en 1984, comme elles l'ont déjà fait en 1983, sur le niveau d'activités des forces qui ne sont pas engagées dans ces opérations.

La portée exacte des économies attendues est, donc, assez difficile à cerner et il faut espérer que les tendances favorables observées quant au cours du pétrole se poursuivent, et s'accroissent même en 1984 et qu'aucune menace sur l'acheminement ou la production du pétrole ne vienne dégrader la situation du marché pétrolier.

### 3. Dépenses de fonctionnement.

Au prix d'achat des carburants, s'ajoute - pour déterminer le prix de cession aux parties prenantes -, outre les droits et taxes de douane, la marge d'exploitation, qui couvre les frais de fonctionnement du service.

Toute économie sur les frais de fonctionnement se traduit donc par une diminution du prix de cession et un accroissement du « pouvoir d'achat » des Armées.

La diminution des crédits de carburants des Armées, dans le budget général de 1984, rend cet objectif particulièrement souhaitable, sans que pour autant il doive compromettre la continuité du ravitaillement des forces en produits pétroliers. Le projet de budget pour 1984 traduit un effort en ce sens puisque la progression des dépenses de fonctionnement y est sensiblement ralentie. La marge d'exploitation, composante du prix de cession prévisionnel pour 1984, augmente de 6,2 % par rapport à la marge des tarifs prévisionnels de 1983 qui augmentaient, quant à eux, de 8,5 %.

#### **4. Soutien de la Force d'action rapide (F.A.R.).**

La F.A.R. doit être extrêmement mobile. Sa mobilité dépend, notamment, d'une bonne logistique dans le domaine des carburants.

Ce problème n'a, bien évidemment, pas échappé au S.E.A. qui examine attentivement les conséquences sur son organisation et son implantation de la mise en œuvre de la F.A.R. D'ores et déjà la 708<sup>e</sup> C.T.S.E. (Compagnie technique et de soutien des essences) a vu une partie de ses effectifs en militaires du rang être professionnalisés et a été dotée de camions-citernes tropicalisés.

## CONCLUSION

Le projet soumis au Parlement est marqué par des contraintes rigoureuses concernant les achats par le S.E.A. et la progression de ses dépenses de fonctionnement.

Divers facteurs d'économies devraient permettre d'éviter que l'essentiel, c'est-à-dire le niveau d'activités des forces, s'en trouve atteint. On doit souhaiter, en particulier, que la conjoncture en 1984 justifie les hypothèses qui ont inspiré le projet et qu'au besoin, les ajustements nécessaires soient opérés par la voie du « collectif ».

Il convient par ailleurs de noter l'effort accompli en vue, d'une part, de simplifier la présentation du budget du Service des essences dont l'unité se trouve renforcée et l'examen facilité par la suppression du fonds « hors budget », d'autre part de comprimer les dépenses de fonctionnement du service qui se trouvent répercutées dans le « prix de cession » des carburants aux Armées.

Votre Rapporteur, au nom de la commission des Finances, vous propose, en conséquence, d'approuver par un vote favorable le budget annexe des Essences pour 1984.

## EXAMEN EN COMMISSION

Votre commission des Finances a examiné le fascicule du budget annexe du Service des essences des Armées, lors de sa séance du 26 octobre 1983.

M. Michel Manet, rapporteur spécial, a rappelé la modification des structures budgétaires qui a permis à tous les fonds, jusque-là hors budget, d'être réintégrés budgétairement.

Le Rapporteur spécial a estimé que la réduction des crédits d'achat de carburants était préoccupante tant pour ce qui concerne le renouvellement des stocks que pour le niveau d'activité des forces. Celui-ci devrait toutefois être préservé par divers facteurs d'économies.

L'évolution des investissements qui progressent de 35 % paraît être le point fort de ce budget.

MM. Jean Francou, André-Georges Voisin et Pierre Gamboa ont demandé, à l'issue de cet exposé, des précisions sur le stock de sécurité des approvisionnements de carburants civils et militaires. M. Jean Francou a également souhaité connaître le coût en carburant que représentaient les opérations militaires menées au Tchad et au Liban.

M. André-Georges Voisin s'est enquis de connaître les conséquences de l'évolution des taux de change sur l'équilibre du budget annexe.

\*  
\* \*

Après que le Rapporteur spécial eut répondu aux intervenants, la Commission a adopté les crédits du budget annexe des Essences.

ANNEXE N° 1

RECETTES - TABLEAU DE PASSAGE DE L'ANCIENNE A LA NOUVELLE NOMENCLATURE

Nouvelle nomenclature			Ancienne nomenclature		
Numéros des lignes	Nature des recettes	Évaluations pour 1963	Numéros des lignes	Nature des recettes	Évaluations pour 1963
<b>Première section. - Recettes d'exploitation.</b>					
70-01	Produit d'exploitation du Service des essences .....	4.980.886.000	70-01	Produit d'exploitation du Service des essences .....	4.980.886.000
70-08	Produits accessoires - créances nées au cours de la gestion .....	26.000.000	76-01	Produits accessoires - créances nées au cours de la gestion .....	26.000.000
70-09	Produits accessoires - créances nées au cours de gestions antérieures .....	mémoire	76-02	Produits accessoires - créances nées au cours de gestions antérieures .....	mémoire
71-03	Variation des stocks (en cours de production, produits). Virement de la section « opérations en capital » .....	mémoire			
74-01	Subventions d'exploitation reçues du budget de la Défense .....	8.105.000	71-01	Subventions d'exploitation reçues du budget général .....	8.105.000
77-01	Produits exceptionnels .....	mémoire			
79-07	Excédents de dépenses sur les recettes (virement de la deuxième section - opérations en capital) .....	mémoire	79-01	Prélèvement sur le fonds de réserve pour couvrir les déficits éventuels d'exploitation .....	mémoire
	<b>Total pour la première section .</b>	<b>5.014.991.000</b>		<b>Total pour la première section .</b>	<b>5.014.991.000</b>
<b>Deuxième section. - Opérations en capital.</b>					
79-03	Diminution de stocks (virement de la section « exploitation ») .....	mémoire			
79-51	Amortissements (virement de la première section - dépenses d'exploitation) .....	74.186.000	79-80	Prélèvement sur le fonds de réserve pour couvrir les dépenses d'études et de recherches .....	9.950.000
			79-90	Prélèvement sur le fonds d'amortissement pour couvrir les dépenses de gros entretien des installations industrielles .....	44.671.000
			79-91	Prélèvement sur le fonds de réserve pour couvrir les dépenses d'infrastructure et d'équipement des installations industrielles .....	19.565.000
79-52	Excédents de recettes sur les dépenses affectés aux investissements (virement de la première section - dépenses d'exploitation) .....	mémoire			
79-53	Contribution du budget de la Défense pour couvrir les dépenses d'infrastructure et d'équipement des installations extra-industrielles .....	14.467.000	79-92	Contribution du budget général pour couvrir les dépenses d'infrastructure et d'équipement des installations extra-industrielles .....	14.467.000
	<b>Total pour la deuxième section .</b>	<b>88.653.000</b>		<b>Total pour la deuxième section</b>	<b>88.653.000</b>
	<b>Total pour le budget annexe ....</b>	<b>5.103.644.000</b>		<b>Total pour le budget annexe ....</b>	<b>5.103.644.000</b>

DÉPENSES - TABLEAU DE PASSAGE DE L'ANCIENNE A LA NOUVELLE NOMENCLATURE

Nouvelle nomenclature			Ancienne nomenclature		
Chapitres	Libellés	Crédits votés 1983	Chapitres	Libellés	Crédits votés 1983
<b>Première section - Dépenses d'exploitation.</b>					
<i>Achats.</i>					
60-01	Achats de carburants, ingrédients, matériels et fournitures .....	4.476.722.000	60-01	Achats de carburants, ingrédients et matériels (partie) .....	4.454.966.000
			63-01	Biens et services de consommation courante (partie) .....	20.749.000
			66-01	Frais divers de gestion (partie) .....	1.007.000
					4.476.722.000
60-03	Variation des stocks (approvisionnement et marchandises) - Virement à la section « opérations en capital » .....	mémoire			
<i>Services extérieurs.</i>					
61-01	Achats de sous-traitance et services extérieurs .....	46.760.000	63-01	Biens et services de consommation courante (partie) .....	44.465.000
			66-01	Frais divers de gestion (partie) .....	2.295.000
					46.760.000
61-02	Dépenses d'informatique .....	7.775.000	63-02	Dépenses d'informatique .....	7.775.000
<i>Autres services extérieurs.</i>					
62-01	Autres services extérieurs .....	11.711.000	63-01	Biens et services de consommation courante (partie) .....	5.778.000
			66-01	Frais divers de gestion (partie) .....	5.933.000
					11.711.000
62-02	Transports de matières et de matériels .....	69.810.000	64-02	Transports de matières et de matériels .....	69.810.000
62-03	Déplacements de personnels .....	7.490.000	64-01	Déplacements de personnel .....	7.490.000
<i>Droits et taxes.</i>					
63-01	Impôts et taxes .....	13.185.000	62-01	Taxes sur les salaires .....	9.480.000
			61-04	Cotisations sociales - Part de l'Etat (partie) .....	3.092.000
			63-01	Biens et services de consommation courante (partie) .....	613.000
					13.185.000

Nouvelle nomenclature			Ancienne nomenclature		
Chapitres	Libellés	Crédits votés 1983	Chapitres	Libellés	Crédits votés 1983
	<i>Dépenses de personnel.</i>				
64-01	Soldes, indemnités et allocations diverses des personnels militaires .....	72.531.000	61-01	Soldes, indemnités et allocations diverses des personnels militaires .....	72.631.000
64-02	Rémunérations, indemnités et allocations diverses des personnels civils non ouvriers .....	42.676.000	61-02	Rémunérations, indemnités et allocations diverses des personnels civils ..	42.676.000
64-03	Salaires et accessoires de salaires des personnels ouvriers .....	134.644.000	61-03	Salaires et accessoires de salaires des personnels ouvriers .....	134.644.000
64-04	Cotisations sociales - Part de l'Etat ....	32.687.000	61-04	Cotisations sociales - Part de l'Etat (partie) .....	32.687.000
64-05	Prestations sociales versées par l'Etat ..	22.415.000	61-05	Prestations sociales versées par l'Etat ..	19.037.000
			63-01	Biens et services de consommation courante (partie) .....	3.378.000
					22.415.000
64-06	Couvertures de mesures diverses en faveur du personnel .....	1.101.000	61-06	Couvertures de mesures diverses en faveur du personnel .....	1.101.000
64-07	Remboursement ou réimputation de dépenses de personnels .....	17.206.000	66-01	Frais divers de gestion (partie) .....	17.206.000
	<i>Autres charges de gestion courante.</i>				
67-01	Autres charges de gestion courante ....	8.178.000	60-01	Achats de carburants, ingrédients et matériels (partie) .....	6.800.000
			63-01	Biens et services de consommation courante (partie) .....	1.378.000
			66-01	Frais divers de gestion (partie) .....	»
					8.178.000
	<i>Dotation aux amortissements.</i>				
68-01	Dotation aux amortissements (virement de la deuxième section - recettes opérations en capital .....	50.000.000	68-01	Versement au fonds d'amortissement ..	50.000.000
	<i>Opérations de régularisation.</i>				
69-01	Excédents de recettes sur les dépenses affectées aux investissements .....	mémoire	69-03	Versement des excédents de recettes ...	mémoire
69-02	Excédents de recettes sur les dépenses non affectées (versement au Trésor) .	mémoire			
	<b>Total pour la première section ..</b>	<b>5.014.991.000</b>		<b>Total pour la première section ..</b>	<b>5.014.991.000</b>

Nouvelle nomenclature			Ancienne nomenclature		
Chapitre	Libellés	Crédits votés 1983	Chapitre	Libellés	Crédits votés 1983
<b>Deuxième section. - Opérations en capital.</b>					
69-51	Dépenses pour études et recherches ...	9.950.000	695-05	Dépenses pour études et recherches ...	9.950.000
69-52	Infrastructure, équipement et gros entre- tien des installations industrielles ....	64.236.000	695-02	Infrastructure, équipement et gros entre- tien des installations industrielles ....	64.236.000
69-53	Infrastructure et équipement des instal- lations extra-industrielles .....	14.467.000	695-03	Infrastructure et équipement des instal- lations extra-industrielles .....	14.467.000
69-54	Augmentation des stocks (virement à la section « exploitation » .....	mémoire			
69-55	Virement de la 2 <sup>e</sup> section à la 1 <sup>re</sup> section recettes d'exploitation .....	mémoire			
	<b>Total pour les opérations en capital.</b>	<b>88.653.000</b>		<b>Total pour les opérations en capital.</b>	<b>88.653 000</b>
	<b>Total pour le budget annexe du S.E.A. ....</b>	<b>5.103.644.000</b>		<b>Total pour le budget annexe du S.E.A. ....</b>	<b>5.103.644 000</b>

**ANNEXE N° 2**  
**ÉVOLUTION DES CRÉDITS PAR GRANDES MASSES**  
**DE 1983 A 1984**

**1. Comparaison des recettes.**

(En milliers de francs.)

Chapitre	Désignation	Budget 1983	Projet de budget 1984	Evolution par rapport à 1983	
				En valeur	En %
	<b>Première section. - Exploitation.</b>				
70-01	Produit d'exploitation du Service des essences .....	4.980,9	4.818,7	- 162,2	- 3,3
70-08	Produits accessoires - créances nées au cours de la gestion .....	26,0	31,0	+ 5,0	+ 19,2
70-09	Produits accessoires - créances nées au cours de gestions antérieures .....	M	M	»	»
71-03	Variation des stocks .....	N	M	»	»
74-01	Subventions d'exploitation reçues du budget de la Défense .....	8,1	8,8	0,7	+ 8,6
77-01	Produits exceptionnels .....	M	18,0	+ 18,0	»
79-07	Excédents de dépenses sur les recettes (virement de la deuxième section - opérations en capital) .....	M	»	»	»
	<b>Total exploitation .....</b>	<b>5.015</b>	<b>4.876,5</b>	<b>- 138,5</b>	<b>- 2,76</b>
	<b>Deuxième section. - Opérations en capital.</b>				
79-03	Diminution de stocks (virement de la section exploitation) .....	N	M	»	»
79-51	Amortissements (virement de la première section - dépenses d'exploitation) .....	74,2	71,9	- 2,3	- 3,1
79-52	Excédents de recettes sur les dépenses affectés aux investissements (virement de la première section - dépenses d'exploitation) .....	N	18,0	+ 18	»
79-53	Contribution du budget de la Défense pour couvrir les dépenses d'infrastructure et d'équipement des installations extra-industrielles .....	14,4	30,4	+ 16,0	+ 111,1
	<b>Total opérations en capital .....</b>	<b>88,6</b>	<b>120,3</b>	<b>+ 31,7</b>	<b>+ 35,78</b>
	<b>Total brut des recettes .....</b>	<b>5.103,6</b>	<b>4.996,8</b>	<b>+ 106,8</b>	<b>+ 2,09</b>

Chapitre	Désignation	Budget 1963	Projet de budget 1964	Evolution par rapport à 1963	
				En valeur	En %
	<i>A déduire :</i>				
	Recettes pour ordre (virements entre sections):				
	- amortissements .....	»	71,5	»	»
	- excédents de recettes sur les dépenses affectés aux investissements .....	»	18,0	»	»
	- diminution des stocks constatés en fin de gestion .....	M	M	»	»
	Totaux à déduire .....	»	89,9	»	»
	Totaux nets pour les recettes .....	5.103,6	4.906,9	- 196,7	- 3,85

2. Comparaison des dépenses.

(En milliers de francs.)

Chapitre	Désignation	Budget 1983	Projet de budget 1984	Evolution par rapport à 1983	
				En valeur	En %
	<b>Première section. - Dépenses d'exploitation.</b>				
60-01	Achats de carburants, ingrédients, matériels et fournitures .....	4.476,7	4.301,3	- 175,4	- 3,92
60-03	Variation des stocks .....	N	M	»	»
61-01	Achats de sous-traitance et services exté- rieurs .....	46,7	47,6	+ 0,9	+ 1,93
61-02	Dépenses d'informatique .....	7,8	11,6	+ 3,8	+ 48,7
62-01	Autres services extérieurs .....	11,7	12,9	+ 1,2	+ 10,2
62-02	Transports de matériels et matières .....	69,8	70,8	+ 1	+ 1,4
62-03	Déplacements des personnels .....	7,5	7,6	+ 0,1	+ 1,3
63-01	Impôts et taxes .....	13,2	13,8	+ 0,6	+ 4,5
64-01 à 64-06	Dépenses de personnels, charges sociales comprises .....	306,2	294,2	- 12	- 3,9
64-07	Remboursement ou réimputation de dépen- ses de personnels .....	17,2	18,5	+ 1,3	+ 7,6
67-01	Autres charges de gestion courante .....	8,2	8,3	+ 0,1	+ 1,2
68-01	Dotation aux amortissements .....	50	71,9	+ 21,9	+ 43,8
69-01	Excédents de recettes sur les dépenses affec- tés aux investissements .....	M	18,0	+ 18	»
69-02	Excédents de recettes sur les dépenses non affectés .....	M	M	»	»
	<b>Totaux pour la première section ....</b>	<b>5.015,0</b>	<b>4.876,5</b>	<b>- 138,5</b>	<b>- 2,76</b>
	<i>A déduire :</i>				
	- virement à la section des dépenses d'investissements, dotation aux amori- sissements .....	50	71,9	»	»
	- excédents affectés aux investissements	»	18,0	»	»
	- diminution des stocks constatée en fin de gestion .....	»	M	»	»
	<b>Net pour les dépenses d'exploitation .</b>	<b>4.965,0</b>	<b>4.786,6</b>	<b>- 178,4</b>	<b>- 3,59</b>

Chapitre	Désignation	Budget 1983	Projet de budget 1984	Evolution par rapport à 1983	
				En valeur	En %
	<b>Troisième section. - Opérations en capital.</b>				
69-51	Dépenses pour études et recherches .....	9,9	9,9	0	0
69-52	Infrastructure, équipement des installations industrielles .....	64,2	80,0	+ 15,8	+ 24,6
69-53	Infrastructure, équipement des installations extra-industrielles .....	14,4	30,4	+ 16	+ 111,1
69-54	Virement de la deuxième section à la première section - recettes d'exploitation .	N	M	»	»
69-55	Augmentation de stocks .....	N	M	»	»
	<b>Total pour les opérations en capital .</b>	<b>88,6</b>	<b>120,3</b>	<b>+ 31,7</b>	<b>+ 35,8</b>
	<b>Totaux généraux .....</b>	<b>5.103,6</b>	<b>4.906,9</b>	<b>- 196,7</b>	<b>- 3,8</b>

ANNEXE N° 3

RÉPARTITION PAR CLIENTS  
DES CESSIONS DE CARBURANTS ET D'INGRÉDIENTS

Chapitre 70-01. - Produits d'exploitation du Service des essences.

*Origine des recettes :*

Budget de la Défense : section Forces terrestres (chap. 34-01, 34-12, 34-13 et 34-21) .....	732.885.000
Budget de la Défense : section Gendarmerie (chap. 34-12 et 34-13) .....	197.170.000
Budget de la Défense : section Air (chap. 34-12, 34-13 et 34-14) .....	2.147.453.000
Budget de la Défense : section Marine (chap. 34-12, 34-14 et 34-21) .....	300.059.000
Direction technique des armements terrestres (compte de commerce 904-02) ...	19.603.000
Transports [Direction générale de l'aviation civile] (chap. 34-92) .....	50.000
Anciens combattants (chap. 34-02, 34-12, 34-92, 35-21 et 35-22) .....	1.788.000
Section Marine [Direction technique des constructions navales] (compte de commerce 904-05) .....	13.568.000
Section Marine [Travaux immobiliers et maritimes] (chap. 34-21) .....	2.357.000
Section Air [Direction technique des constructions aéronautiques] (chap. 34-32) .	153.477.000
Direction de la protection et de la sécurité de la Défense (chap. 34-14) .....	1.720.000
Direction centrale du service de santé (chap. 34-14) .....	5.341.000
Direction des centres d'expérimentations nucléaires (chap. 34-15) .....	136.746.000
Fuel-oil domestique : section Air (chap 34-12, 34-13, 34-21 et 34-32). Section Forces terrestres (chap. 34-01, 34-12, 34-13 et 34-21). Section Marine (chap. 34-12 et 34-21). Section Gendarmerie (chap. 34-12) .....	729.568.000
Divers (carburants) .....	302.005.000
Armées alliées pour cessions de produits, de matériels ou services .....	50.000.000
Agence nationale d'exploitation des oléoducs de défense commune .....	24.946.000
	<hr/>
	4.818.736.000

ANNEXE N° 4

COMPARAISON DES TARIFS PRÉVISIONNELS 1983  
ET DU PRIX MOYEN ACTUEL DU 1<sup>er</sup> AOÛT 1983

(Tarifs dédouanés.)

(Tarif en F/hl)

Essences auto (Tarif vrac)			Gas-oil (Tarif vrac)			Essences avion 100/130 (Tarif bord avion)			Carburacteur TRO (Tarif bord avion)		
Prév. 1983	Tarif moyen 1983	Δ %	Prév. 1983	Tarif moyen 1983	Δ %	Prév. 1983	Tarif moyen 1983	Δ %	Prév. 1983	Tarif moyen 1983	Δ %
411,24	414,39	+ 0,76	341,24	350,72	+ 2,78	596,45	504,21	- 15,46	269,26	268,98	- 0,10

ÉVOLUTIONS DES TARIFS DE CESSIONS PRÉVISIONNELS

(En F/hl)

	Tarifs prévisionnels 1984 (1)	Tarifs prévisionnels 1983 (2)	Variations (1)(2)		Rappel tarif appliqué au 1 <sup>er</sup> août 1983
			en valeur F/hl	en %	
Essences auto : tarif A, vrac .....	451,61	411,24	+ 40,37	+ 9,8	427,99
Gas-oil : tarif A, vrac .....	373,81	341,24	+ 32,57	+ 9,5	353,39
Carburacteur TRO : tarif C, bord avion .....	272,22	269,26	+ 2,96	+ 1,1	261,07

**ANNEXE N° 5**  
**PERSONNELS DU SERVICE DES ESSENCES DES ARMÉES**

**I. - Personnels militaires.**

Désignation	Effectif 1963 budgétaires	Effectif 1964 budgétaires	Effectif réalisés au 1 <sup>er</sup> juillet 1963	Effectif réalisés au 31 décembre 1963 (prévisions)
<b>I. - Personnels officiers.</b>				
Ingenieurs militaires des essences .....	55	55	49	52
Officiers du corps technique et administratif .....	182	184	121	123
Ingenieurs des travaux .....	0	0	57	57
Officiers techniciens .....	0	0	5	5
<b>Totaux (I) .....</b>	<b>237</b>	<b>239</b>	<b>232</b>	<b>237</b>
<b>II. - Personnels non officiers.</b>				
Aspirants d'active .....	10	10	4	3
Sous-officiers du Service des essences des Armées (agents techniques) .....	161	162	149	152
Sous-officiers détachés de l'armée de Terre .....	28	28	38	38
<b>Totaux (II) .....</b>	<b>199</b>	<b>200</b>	<b>191</b>	<b>193</b>
<b>Totaux généraux .....</b>	<b>436</b>	<b>439</b>	<b>423</b>	<b>430</b>

II. - Personnels civils.

Désignation	Effectifs budgétaires 1983	Effectifs budgétaires 1984	Effectifs réalisés en		Postes tenus par des auxiliaires en 1 <sup>er</sup> juillet 1983
			1 <sup>er</sup> juillet 1983	31 décembre 1984 (prévisions)	
<b>Personnels civils.</b>					
<i>Titulaires.</i>					
Agent comptable central .....	1	1	1	1	
Attaché de service administratif de 2 <sup>e</sup> classe .....	1	1	»	»	
Secrétaires administratifs en chef .....	5	5	5	5	
Secrétaires administratifs chefs de section .....	7	7	4	7	
Secrétaires administratifs .....	19	19	16	19	
Agents d'administration principaux .....	56	56	48	56	
Commis .....	163	163	134	129	
Sténodactylographes .....	27	27	20	25	
Agents techniques de bureau .....	83	83	58	70	53
Agents de bureau .....	46	50	48	67	
Ingénieurs techniciens d'études et de fabrications ..	7	6	5	6	
Techniciens d'études et de fabrications .....	22	21	17	19	
<i>Agents sur contrat.</i>					
a) Ordre technique .....	11	10	12	10	
b) Ordre administratif .....	38	34	59	42	
<i>Auxiliaires de bureau.</i>					
Totaux personnels civils non ouvriers .....	486	483	480	483	53
Ouvriers permanents .....	1.349	1.349	1.312	1.349	
Ouvriers temporaires .....	76	76	74	76	
Totaux personnels civils .....	1.911	1.908	1.866	1.908	53